

CONVENTION DE BOURSE D'ECRITURE EN RESIDENCE

ENTRE

la Région Provence-Alpes-Côte d'Azur représentée par le Président du Conseil régional dûment habilité par la délibération n°XX-XX de la Commission permanente du..... ,
ci-après dénommée « la Région »,

d'une part,

ET

L'auteur :

Domicilié(e) à

.....

.....

ci-après dénommé « le Bénéficiaire »,

d'autre part.

Il a été convenu ce qui suit :

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales ;

Vu le Traité sur le Fonctionnement de l'Union européenne ;

Vu la Loi N°2000-321 du 12 avril 2000 modifiée ;

Vu le Décret N°2001-495 du 6 juin 2001 ;

Vu la délibération n° 20-190 du 10 avril 2020 de la Commission permanente du Conseil Régional portant approbation de la Convention de coopération pour le cinéma et l'image animée entre l'Etat, le Centre national du cinéma et de l'image animée, la Région Provence-Alpes-Côte d'Azur et le Conseil départemental des Alpes-Maritimes ;

Vu la délibération n° 21-133 du 26 Mars 2021 du Conseil régional portant approbation le cadre d'intervention pour le cinéma et l'audiovisuel.

Article 1 – Objet de la convention

La présente convention a pour objet de définir la bourse attribuée par la Région au Bénéficiaire au titre d'une aide à l'écriture en résidence pour l'œuvre mentionnée ci-dessous : montant, conditions d'utilisation et modalités de paiement.

Article 2 – Objet et montant de l'aide

Dans le cadre des mesures en faveur du cinéma et de l'audiovisuel, la Région attribue une bourse d'un montant de _____ € au titre de l'aide à l'écriture en résidence :

- Titre provisoire :
- Auteur :
- Genre : fiction/documentaire/animation/nouveau média et web :
- Résidence (nom, lieu, dates) :

Cette aide prend la forme d'une bourse.

Article 3 – Modalités de versement de l'aide

La Région versera au Bénéficiaire 70 % du montant de l'aide à la notification de la présente convention par le Président du Conseil régional.

Le solde sur présentation du scénario écrit ou réécrit, accompagné de la mention « avec le soutien de la Région Provence-Alpes-Côte d'Azur, en partenariat avec le CNC », de l'attestation de participation à la résidence d'écriture ainsi qu'une note d'avancement du projet détaillant l'ensemble des travaux et démarches effectuées par l'auteur.

Article 4 – Délai de validité de l'aide

Le Bénéficiaire dispose d'un délai de deux ans à compter de la date du vote de la convention pour transmettre les pièces justificatives, le cachet de la poste ou le récépissé de dépôt délivré par les services régionaux faisant foi.

La bourse accordée n'engage pas la Région à financer le projet en développement ou en production.

Si le Bénéficiaire constate un retard dans la réalisation du projet, il peut demander une prorogation du délai de validité de la bourse. Pour cela, il doit adresser à la Région, par écrit et en recommandé avec accusé de réception, une demande argumentée au moins 4 mois avant l'expiration du délai de validité prévu par la présente.

Article 5 – Modalités d'information du public

En cas de réalisation du projet, le Bénéficiaire s'engage :

- à faire figurer au générique de fin du film, la mention « avec l'aide à l'écriture de la Région Provence-Alpes-Côte d'Azur en partenariat avec le CNC », ainsi que sur tous documents promotionnels, d'information, dossiers de presse ou articles de presse, produits dérivés du film ;
- à associer la Région à toute opération de presse sur le tournage et à remettre à la Région, libres de droit et gratuitement, des photos prises en cours de tournage et pouvant servir des opérations de communication ;

- à remettre à la Région le matériel de communication liés au film : des affiches (format papier ou numérique en HD), des photos de tournage et des photos du film (format numérique HD) et la bande annonce ou des extraits du film (format numérique en HD) ;
- à remettre à la Région cinq BLU-RAY du film (s'il n'existe pas d'édition Blu-Ray, un envoi du film au format numérique HD) pour utilisation éventuelle à des fins non commerciales ainsi que la fiche de suivi fournie par la Région ;
- à libérer les droits non commerciaux d'exploitation/diffusion de l'œuvre pour toute opération coordonnée par la Région et à être attentif aux opérations de diffusion et d'éducation aux images soutenues par la Région Provence-Alpes-Côte d'Azur.
- à s'assurer auprès du distributeur de l'application de cette obligation et à obtenir du distributeur un engagement écrit dans ce sens ;
- à être attentif aux opérations de diffusion et d'éducation aux images soutenues par la Région.

Article 6 – Conditions d'utilisation de l'aide

Le Bénéficiaire de la bourse s'engage à utiliser les sommes attribuées par la Région conformément à l'objet de la bourse décrit dans le dossier de demande présenté à la Région.

Le Bénéficiaire s'engage à informer la Région par écrit, dans les meilleurs délais, de toute modification administrative le concernant (changement d'adresse etc.).

Le Bénéficiaire de l'aide s'engage à prévenir la Région en cas d'événement pouvant compromettre l'écriture du projet.

Toute modification de l'objet de l'aide doit être formellement acceptée par la Région et doit faire l'objet d'un avenant à la présente convention.

Conformément à l'article 1611-4 du CGCT, il est interdit au bénéficiaire d'une bourse d'en employer tout ou partie en subventions à d'autres associations, œuvres ou entreprises, sauf lorsque cela est expressément prévu dans la convention d'attribution conclue entre la Région et le Bénéficiaire.

Article 7 – Responsabilité de la Région

L'aide financière apportée par la Région ne peut entraîner sa responsabilité à aucun titre, que ce soit pour un quelconque fait ou risque, préjudiciable au titulaire ou à un tiers, pouvant survenir en cours d'exécution.

La Région décline toute responsabilité concernant les relations entre co-auteurs éventuels et collaborateurs d'écriture, lorsqu'il y en aura.

Article 8 – Non-respect par le Bénéficiaire des dispositions de la convention

En cas de non-respect du délai de validité prévu par la présente convention, le Bénéficiaire :

- ne peut prétendre à un quelconque versement du solde de la bourse ;
- doit rembourser les sommes indûment perçues.

Article 9 – Obligations du Bénéficiaire relatives à la protection des données à caractère personnel

Le bénéficiaire s'engage à respecter la réglementation applicable en matière de données à caractère personnel, à savoir notamment le Règlement UE 2016/679 du 27 avril 2016 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel

et la loi n°78-17 du 6 janvier 1978 modifiée relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés.

En cas de transfert par le bénéficiaire à la Région de données à caractère personnel, celui-ci s'engage :

- à informer préalablement les personnes concernées dudit transfert et de sa finalité ;
- à obtenir leur consentement express ;
- à transmettre à la Région les coordonnées du responsable de traitement de données, et celles de son délégué à la protection des données s'il en a un.

Article 10 – Date d'effet et résiliation de la convention

La présente convention est exécutoire à sa notification par la Région au Bénéficiaire.

La convention prend fin par le versement du solde de la bourse au Bénéficiaire, par la résiliation de la convention à l'initiative du Bénéficiaire renonçant à la bourse ou par la résiliation unilatérale et de plein droit par la Région en cas d'empêchement du Bénéficiaire ou lorsque les engagements visés par la présente convention ne seraient pas respectés par le Bénéficiaire.

Dans ce dernier cas, cette résiliation prend effet à sa notification par lettre recommandée avec accusé de réception au Bénéficiaire.

Fait en trois exemplaires originaux.

Le

Le

Le Bénéficiaire

Le Président du Conseil régional

M

M.....